



NATIONS UNIES

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE
RAPPORT SUR LA SIXIEME SESSION

(29 août - 16 septembre 1955)

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
DOCUMENTS OFFICIELS: VINGTIEME SESSION
SUPPLEMENT No 10A

NEW-YORK

TABLE DES MATIERES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
INTRODUCTION. — PORTÉE DU RAPPORT	1- 4	1
PREMIÈRE PARTIE. — RÉSUMÉ DE L'ACTIVITÉ DE LA COMMISSION.....	5- 54	1
Introduction	5- 9	1
Situation actuelle et perspectives de la vie économique.....	10- 13	2
a) Etude sur la situation économique de l'Amérique latine, 1954.....	10- 11	2
b) Revue de la Commission économique pour l'Amérique latine.....	12- 13	2
Activités dans le domaine du développement économique.....	14- 27	2
a) Introduction à la technique de la planification.....	15	2
b) Le développement économique du Brésil.....	16- 18	2
c) Le développement économique de la Colombie.....	19- 24	3
d) Autres études	25- 27	3
Programme de formation en matière de développement économique, réalisé par la CEPAL et l'AAT	28- 29	4
Rapport sur le rôle de la coopération internationale dans la politique de développement de l'Amérique latine	30	4
Etudes industrielles	31- 37	4
a) Industries de transformation du fer et de l'acier.....	31- 34	4
b) Industrie du papier et de la cellulose.....	35	4
c) Industries chimiques	36- 37	5
Programme concernant l'énergie	38	5
Etudes agricoles	39- 46	5
a) L'agriculture latino-américaine en 1954.....	39- 42	5
b) Développement sélectif de l'agriculture.....	43- 44	5
c) Les excédents	45	5
d) Le café	46	6
Commerce international et finances.....	47- 49	6
Programme d'intégration économique de l'Amérique centrale.....	50- 54	6
DEUXIÈME PARTIE. — RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET D'AUTRES ORGANISATIONS	55- 59	7
TROISIÈME PARTIE. — SIXIÈME SESSION DE LA COMMISSION.....	60-141	7
A. Composition, membres présents, organisation des travaux.....	60- 69	7
1. Ouverture et clôture de la session.....	60- 61	7
2. Composition et membres présents.....	62- 64	7
a) Rapport du Président et des Vice-Présidents sur la vérification des pouvoirs.....	65	8
b) Délégations	65	8
c) Représentants d'Etats membres de l'Organisation des Nations Unies, non membres de la Commission, participant à titre consultatif.....	65	9
d) Représentants d'Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies, participant à titre consultatif	65	9
e) Représentants d'institutions spécialisées	65	9
f) Représentants d'autres organes des Nations Unies.....	65	9
g) Représentants d'organisations intergouvernementales	65	9
h) Représentants d'organisations non gouvernementales.....	65	9

(Suite à la page 3 de la couverture)

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

E/2796/Rev.1 E/CN.12/387/Rev.1

Octobre 1955

TABLE DES MATIERES (suite)

	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
3. Organisation des travaux de la sixième session.....	66- 69	10
a) Election du Bureau	66	10
b) Comités	67- 69	10
B. Ordre du jour.....	70	10
C. Résumé des débats.....	71-141	11
Introduction	71- 79	11
I.— Tendances et perspectives de l'économie (Comité I).....	80- 85	13
a) La situation économique en 1954 et au cours des premiers mois de 1955.....	80- 82	13
b) Les effets de l'inflation sur le développement économique.....	83	14
c) Le commerce et les paiements multilatéraux.....	84	14
d) Statistiques de l'emploi	85	14
II.— Développement économique et assistance technique (Comité II).....	86- 97	14
a) Planification du développement économique.....	86- 90	14
b) Assistance technique	91- 92	14
c) Investissements étrangers	93	15
d) Facteurs sociaux qui influent sur le développement économique.....	94	15
e) Main-d'œuvre	95	15
f) Intégration économique de l'Amérique centrale.....	96- 97	15
III.— Commerce international (Comité III).....	98-110	15
1. Principales questions soulevées au cours des débats.....	98-103	15
2. Résolutions adoptées	104-110	16
a) Intensification du commerce entre les pays de l'Amérique latine et création d'un comité du commerce.....	104-106	16
b) Autres résolutions	107-110	16
IV.— Problèmes économiques de l'agriculture (Comité IV).....	111-124	16
a) Le développement sélectif de l'agriculture et ses rapports avec le développement économique	114-117	16
b) Les excédents agricoles	118-119	17
c) Situation du café	120	17
d) Situation de l'élevage	121	17
e) Transformation industrielle des produits agricoles.....	122	17
f) Recherches dans le bassin de l'Amazonie.....	123-124	17
V.— Problèmes de l'énergie et du développement industriel (Comité V).....	125-136	18
1. Principales questions soulevées au cours des débats.....	125-129	18
2. Résolutions adoptées	130-136	18
a) Industries du fer et de l'acier.....	131	18
b) Industries chimiques	132	19
c) Productivité	133	19
d) Industrie du papier et de la cellulose.....	134	19
e) Energie nucléaire	135	19
f) Energie et ressources hydrauliques.....	136	19
VI.— Coordination avec le Conseil économique et social interaméricain, programme de travail et ordre de priorité pour 1955-1956 et questions diverses (Comité VI).....	137-141	19
QUATRIÈME PARTIE.— RÉSOLUTIONS ADOPTÉES À LA SIXIÈME SESSION.....	142-144	20
CINQUIÈME PARTIE.— PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITÉ.....	145-167	32
LISTE ANNOTÉE DE PROJETS.....		33

ANNEXES

Annexe I.— Discours prononcé par le Général Gustavo Rojas Pinilla, Président de la République de Colombie	39
Annexe II.— Discours du Secrétaire général des Nations Unies.....	41
Annexe III.— Exposé fait par le Directeur principal chargé du secrétariat exécutif.....	43

que la lutte internationale contre la misère soit menée avec plus de vigueur et prenne plus d'ampleur qu'auparavant. Au sein des commissions économiques régionales, vous avez à cet égard des possibilités d'action particulières et des responsabilités spéciales. Votre

œuvre passée indique amplement que vous saurez apporter, avec sagesse et dans un esprit constructif, votre contribution à un nouvel effort entrepris en commun pour résoudre ce problème qui domine toute notre époque.

ANNEXE III

Allocution prononcée à la séance plénière du 30 août par M. Raúl Prebisch, Directeur principal chargé du Secrétariat exécutif

I

J'ai le grand honneur de présenter à la Commission, à sa sixième session, les rapports dont les gouvernements des Etats membres ont bien voulu charger notre Secrétariat exécutif. La masse de ces volumes donne une idée non seulement du lourd programme des travaux que nous avons dû exécuter, mais aussi du zèle de nos économistes, qui ont étendu leur champ d'action et fouillé de plus en plus leur sujet; ce zèle, il faut le louer dans la mesure où il ne compromet pas les résultats qu'il est possible d'atteindre et n'entraîne pas de retard dans la présentation des documents aux Etats membres. J'ai le regret de dire que nous n'avons pas encore pu éviter ces fautes; et si, messieurs, vous jugez ces fautes avec indulgence, vous rappelant peut-être les efforts que nous avons dû déployer ensemble récemment à la Conférence des Ministres des finances ou de l'économie qui s'est tenue à Rio, votre bienveillance ne diminuera pas la ferme résolution que nous avons de les éviter dans des rapports futurs.

II

Mes compagnons de travail, qui seront chargés des comités entre lesquels notre conférence pourra répartir ses travaux, auront l'occasion de commenter la documentation qui revient à chaque comité, si toutefois vous voulez bien suivre ces procédures, que je crois souhaitables.

En ce qui me concerne, je me bornerai à parler de certains aspects de nos rapports relatifs à la politique du développement, encouragé par l'intérêt qu'elle a pu susciter à des sessions précédentes, dans lesquelles nous avons vu la discussion se porter spécialement sur les problèmes que pose la politique en question.

Mais, auparavant, je voudrais m'associer aux remerciements que le Secrétaire général des Nations Unies a adressés au Gouvernement colombien pour l'hospitalité qu'il nous offre. La collaboration des fonctionnaires colombiens a été parfaite. Et, aux paroles pleines d'encouragement que nous a prodiguées hier le Président de la République, sont venues s'ajouter celles du Ministre des finances, M. Villaveces, auquel je veux dire combien je souhaite le voir accomplir avec un plein succès sa mission: rendre l'économie colombienne moins vulnérable aux facteurs externes grâce à des mesures internes qui, combinées avec des ententes internationales appropriées, permettront à ce pays de poursuivre son développement vigoureux.

III

Outre les données contenues dans notre documentation, j'espère que les délégations apporteront aux débats, comme en d'autres occasions, un fond précieux

d'éléments d'appréciation. Entre autres questions intéressantes étudiées récemment, il en est une qui, par son importance et son actualité, ne manquera pas d'attirer l'attention du comité compétent. Je veux parler des accords conclus depuis peu de temps entre le Brésil, l'Angleterre et d'autres pays d'Europe pour assurer le libre transfert de leurs monnaies respectives à l'intérieur de ces zones. L'idée d'étendre à l'Amérique latine certains des avantages de l'Union européenne de paiements, qui s'est exprimée plus d'une fois en cette commission, a commencé à devenir réalité. Il faut espérer que les délégations intéressées pourront expliquer à la Commission la portée de ces règlements et leurs perspectives d'extension.

IV

J'ai dit que j'effleurerais certaines questions relatives à la politique du développement. Je ne veux pas parler dans l'abstrait de cette politique ni soutenir la nécessité de l'appliquer, les gouvernements des pays membres de la Commission l'ayant déjà affirmé à maintes reprises. Je m'étendrai davantage sur certaines des difficultés qui font obstacle à l'élaboration pratique de cette politique. Et je voudrais le faire à la lumière des événements qui se produisent dans l'économie de l'Amérique latine.

Heureusement, les facteurs défavorables qui, venant de l'extérieur, paraîtraient provoquer une tendance à la dépression pour l'activité économique de ces pays, semblent avoir disparu momentanément: le revenu de l'Amérique latine est allé croissant dans l'ensemble, sans contraction aucune. Cependant, la satisfaction que ces faits peuvent susciter ne doit pas faire oublier certains motifs d'inquiétude. Les symptômes d'affaiblissement que nous avons décelés depuis quelque temps dans la dynamique latino-américaine sont devenus plus visibles. C'est ce que nous a rappelé hier — avec une préoccupation bien compréhensible — le Président de la République, le général Rojas Pinilla. Cette extraordinaire augmentation de 4 pour 100 par an du revenu moyen par habitant, dont l'Amérique latine a joui entre 1945 et 1952, est déjà un phénomène du passé. Les pays producteurs de café — où ce phénomène avait pu durer pendant une grande partie de 1954 — ont enregistré un recul comme le reste de l'Amérique latine en ce qui concerne leurs termes de l'échange, ce qui tendra naturellement à ralentir davantage le rythme d'accroissement économique.

V

Il faut donc suivre avec beaucoup d'attention le cours de ces événements. Mais tout ne dépend pas de facteurs externes. A des degrés divers, suivant les pays, il subsiste de sérieux défauts de structure et de graves désordres fonctionnels qui, dissimulés lorsque la con-

joncture extérieure est favorable, se traduisent par des désajustements marqués dès que les circonstances extérieures deviennent moins favorables.

Le déséquilibre de la balance des paiements se produit alors, sans qu'il soit possible de revenir en arrière simplement pour le corriger, car des considérations élémentaires d'accroissement et de stabilité s'y opposent. Ce déséquilibre s'aggrave généralement par l'inflation et, dans certains cas, par les conséquences d'une position que certains pays abandonnent non sans de grandes difficultés, et qui consiste à avoir maintenu un prix rigide pour la monnaie nationale, malgré la hausse inflationniste des coûts intérieurs, en laissant échapper ainsi des possibilités favorables d'exportation. Dans ces moments de tension dans les comptes avec l'étranger, on voit aussi se révéler dans quelques pays la lourde charge de denrées alimentaires et de matières premières qu'il faut importer parce qu'on n'a pas suffisamment développé la production agricole ou qu'on n'a pas conclu les accords commerciaux voulus pour alléger cette charge qui pèse sur les échanges. Et remarquez aussi dans d'autres cas comment certaines importations de combustibles, nuisibles elles aussi à la balance des paiements, auraient pu être diminuées, si l'on avait pris les mesures qui convenaient pour développer les ressources d'énergie du pays.

Ainsi, poussée par des événements impérieux, l'attention doit se porter sur l'immédiat, à la recherche de mesures improvisées et de solutions hâtives. En vérité, ces époques de crise ne sont généralement pas propices à une politique de développement aux objectifs nettement définis, que l'on peut seulement atteindre par une action suivie et persévérante. Mais les époques de conjoncture internationale favorable peut-être le sont-elles? Je crois avoir traversé l'Amérique latine de part en part, avoir observé et senti assez longtemps ses vicissitudes économiques, pour arriver à la conclusion déconcertante que ces époques de prospérité à l'extérieur ne sont généralement pas propices non plus à une politique de développement. À quoi sert un programme de développement si la rapide expansion de l'économie porte en elle le germe prometteur de solutions faciles?

N'avons-nous pas assisté à la disparition, dans les beaux jours, de l'écho de voix prophétiques? N'avons-nous pas vu oublier le conseil prudent d'opérer à froid, d'employer le plus grand afflux de ressources extérieures à redresser les défauts de structure et les désordres fonctionnels de l'économie, en limitant la consommation superflue pour encourager les investissements? Il est certain que ces phases favorables du mouvement extérieur se manifestent si soudainement que l'on n'a pas toujours pris les dispositions nécessaires pour absorber les ressources en question et, quand on arrive à concevoir et à réaliser des formes appropriées d'investissements, un nouveau tour défavorable des événements extérieurs — ou le gonflement exagéré de la consommation publique ou privée qui vient réduire les investissements — incite à les renvoyer à des temps plus favorables.

Telle est la nature des obstacles psychologiques qui se combinent souvent pour empêcher qu'une idée parfaitement acceptée, comme celle de la nécessité d'une politique de développement, ne puisse être réalisée, ne puisse se traduire par un programme de développement dans lequel l'action de l'Etat créerait les conditions fondamentales et fournirait les stimulants nécessaires pour que l'initiative privée contribue à atteindre les objectifs essentiels de ce programme.

Je ne veux pas dire que ces facteurs soient les seuls de caractère négatif sur le plan psychologique. L'incertitude de l'avenir préoccupe toujours l'esprit des hommes responsables de la politique économique. Au cours des trois dernières semaines agréablement passées en Colombie, nous avons pu constater la perplexité qui existe au sujet de l'évolution future des prix du café. Nous avons apporté ici, en vue de le discuter avec des personnes qualifiées du pays, un important rapport dans lequel on examine les possibilités du développement colombien et les obstacles qui s'opposent à celui-ci. Nous avons apporté également des projections sur les taux probables de développement de l'économie au cours des 12 prochaines années, de même qu'une estimation préliminaire des investissements requis, études auxquelles nous avons joint un examen des transformations structurales que l'on considère comme indispensables pour que ces taux d'accroissement soient atteints.

De telles projections, bien sûr, se basent sur l'hypothèse que les prix du café ne s'abaisseront pas au-dessous de certains niveaux. Il est évident que l'on pourrait supposer une baisse beaucoup plus forte. Mais ce fait signifierait supprimer les bases d'une action économique à longue échéance et d'un programme de développement. Ce serait en vérité une idée très étrange que celle de prévoir une crise dans les pays producteurs. Voici, néanmoins, le fait décisif. Sans les gelées récentes qui se sont produites au Brésil, on se trouverait déjà dans une période critique de surproduction et de baisse sensible des prix. Le problème n'a pas été résolu; il a simplement été ajourné. En prévision d'un avenir, peut-être pas si lointain, de très hautes personnalités de la Colombie ont su, au cours de récentes conversations au Brésil, tendre habilement les fils subtils de ce qui pourrait constituer, au moment opportun, la trame d'un accord international qui réponde à la fois aux intérêts des pays producteurs et des pays consommateurs, hors du mirage dangereux d'avantages éphémères.

Lorsque le Brésil a suivi entre 1920 et 1930 une politique régulatrice, la superficie plantée a presque doublé en peu d'années grâce au stimulant que représentait la hausse artificielle des prix. Mais il ne faut pas oublier non plus qu'après 1930, la baisse — cette fois-ci naturelle — des cours a conduit à l'abandon du tiers des plantations et à une perte parallèle et énorme de capital.

Et il y a seulement quelques années on avait coutume de reprocher aux pays producteurs de ne pas avoir su profiter complètement des possibilités de développement de la production! Seule une fraction relativement petite des ressources productives des grands pays producteurs a été consacrée au rétablissement ou à l'accroissement des plantations de café. Que se serait-il produit si ces ressources avaient été plus importantes, au détriment d'autres investissements indispensables?

Il y a une autre question qui touche plus à fond la dynamique de ces pays. Que se passerait-il si, dans les circonstances qui sont proches, la productivité augmentait fortement dans les plantations de café? Le fruit de cette productivité plus élevée resterait-il dans le pays sous forme d'augmentation de salaires et d'autres revenus? Pour qu'il en soit ainsi, il serait indispensable que la main-d'œuvre libérée par l'augmentation de la productivité ne soit pas utilisée pour accroître davan-

tage encore la production par l'extension des plantations. Par conséquent, cette main-d'œuvre devrait être absorbée par l'industrie et les services dans la mesure où elle ne serait pas nécessaire dans d'autres branches de l'agriculture. Mais cette fonction dynamique de l'industrialisation s'accomplit très lentement; et, entre-temps, le progrès technique enregistré par la production du café courra le risque de voir transférer ses fruits au marché international.

Cela même démontre l'absence dans le passé de stimulants puissants pour l'amélioration de la technique de production du café. Si le développement économique et la hausse consécutive des salaires réels dans les principaux pays producteurs créent ces stimulants, on ne saurait dire si la productivité dans la culture du café augmentera dans les mêmes proportions que dans les autres branches de l'agriculture. S'il n'en est pas ainsi, la hausse des salaires réels devrait se traduire par une tendance à la hausse du prix relatif de ce produit, en vertu du même processus par lequel le développement accéléré des Etats-Unis a provoqué une élévation des salaires réels dans toutes les branches d'activité, y compris dans celles qui n'ont enregistré aucun progrès technique. En fin de compte, comme Stuart Mill le faisait remarquer au siècle passé, le monde consomme du café à des prix très bas si on les compare aux grandes dépenses de main-d'œuvre que représente la culture de ce produit. Les pays consommateurs doivent donc se préparer à affronter les conséquences possibles de la valorisation du travail humain dans les pays producteurs par suite de leur développement économique.

Quoi qu'il en soit, il s'agit de phénomènes à très longue échéance mais l'examen des possibilités de réglementation internationale de ce produit n'admet pas d'être ajourné. Il subsiste certainement de grandes difficultés.

VII

D'où l'on voit qu'une politique rationnelle de développement économique doit s'appuyer solidement sur des mesures de coopération internationale. Les Nations Unies ont accordé une attention constante à toutes ces questions, tant dans le domaine des prix que dans celui de l'aide technique et des investissements internationaux. Dans nos rapports précédents, on a mis en évidence la nécessité d'intensifier le courant de ces investissements; les déclarations catégoriques qui ont été faites dans ce sens à la Conférence des Ministres de l'économie de Rio-de-Janeiro, permettent d'espérer que des projets valables et des programmes bien conçus de développement économique pourront trouver un accueil favorable auprès des institutions internationales de crédit. Mais comment surmonter les obstacles qui rendent difficile l'élaboration de ces programmes? Plus j'observe la réalité latino-américaine, plus je me convaincs que — en dehors de certaines résistances anachroniques à la planification — il existe à cet égard un défaut fondamental dans l'organisation administrative de l'Etat. Dans ce domaine, quelques pays latino-américains ont acquis déjà une expérience très valable de laquelle on pourrait tirer des conclusions fort utiles. Les tâches de planification économique ne peuvent être confiées à la même équipe de fonctionnaires qui doit affronter et résoudre les problèmes immédiats de l'économie. Elles exigent un corps de techniciens, distinct du précédent bien qu'intimement lié à lui, car il y a une étroite interdépendance entre les problèmes immédiats et ceux à longue portée de l'économie: interdép-

endance à laquelle on doit donner une continuation définitive en attribuant aux ministres responsables le pouvoir de prendre les décisions définitives pour les problèmes de l'une et l'autre catégories.

Au cours des discussions que nous avons eues dernièrement dans ce pays, nous avons pu constater avec une grande satisfaction combien le chemin s'est aplani devant les idées qu'il convient d'adopter dans ces questions de planification. Le ministre Villaveces, dans un article récent, et le colonel Novoa, Contrôleur de la République, M. Ortiz Lozano, Directeur de la planification, dans nos conférences, ont émis des déclarations catégoriques sur ce point. Si ces idées portent fruit dans la réalité, l'expérience colombienne sera une source d'inspiration profitable pour les autres pays latino-américains.

VIII

En outre, ces problèmes exigent une méthodologie spéciale. Je dois revenir ici aux travaux du Secrétariat. A la cinquième session, à Rio, on nous a chargés de poursuivre l'examen des problèmes de planification du développement. En accomplissement de cette mission, nous avons soumis la technique d'analyse et de projection présentée à cette conférence à l'épreuve des faits dans deux cas concrets: celui du Brésil et celui de la Colombie, auquel je me suis déjà référé. Deux rapports sont présentés à cette sixième session. Au Brésil, il nous a été très agréable de former un groupe mixte avec des économistes du Banco do Desenvolvimento Económico en profitant en même temps du précieux matériel d'information dont cette institution dispose. J'espère que l'analyse et les projections de développement ainsi élaborées serviront de cadre général dans lequel les plans de développement par secteurs ou par régions s'inscriront, jusqu'à ce que l'on aboutisse à l'établissement d'un programme complet.

En Colombie nous avons pu aller plus avant. Outre le matériel d'information recueilli dans les milieux officiels — où nous avons bénéficié d'une collaboration très franche et encourageante — nous avons pénétré dans le domaine des faits tant dans l'agriculture que dans l'industrie et dans d'autres activités importantes du pays. Si notre rapport reflète la réalité, cela est dû en grande partie aux efforts que nous avons déployés pour nous mettre en contact avec elle.

Néanmoins, nous voudrions être sûrs d'y avoir réussi. En liaison avec la Direction de la planification — pour laquelle nous éprouvons particulièrement une grande reconnaissance — nous avons organisé une série de conférences pour discuter nos conclusions avec d'éminentes personnalités colombiennes. Nous avons reçu là des critiques, des observations et des suggestions qui seront d'une valeur incalculable pour la préparation de notre rapport définitif. Et à notre tour nous avons pu expliquer la nature et la portée de notre méthodologie, de même que la signification de nos conclusions pour les tâches pratiques de planification économique. Notre rapport s'était proposé d'être utile pour la pratique du développement colombien ainsi que l'avaient espéré les autorités colombiennes en nous prêtant leur si précieuse collaboration.

Quelles sont donc ces conclusions pratiques? Il n'y a pas lieu ici de s'y étendre. Je crois qu'il convient d'en détacher quelques-unes en raison de l'intérêt qu'elles présentent pour les autres pays latino-américains.

En premier lieu, les conclusions qu'il faut tirer du déséquilibre extérieur, conséquence du développement

lui-même. Même en retenant une hypothèse favorable en ce qui concerne l'avenir des exportations colombiennes, le rapport établit l'existence d'une tendance vers une disparité future inquiétante entre l'accroissement de la demande des articles qui sont importés actuellement et le pouvoir d'importation du pays, qui est surtout fonction des exportations et des prix relatifs de celles-ci. Par conséquent, pour que le développement de la Colombie puisse suivre son cours sans être exposé à des déséquilibres extérieurs périodiques, il semblerait indispensable de poursuivre résolument la politique de remplacement des importations. Cependant, cette politique ne pourra se borner à copier le passé. Sauf pour quelques produits agricoles et quelques produits manufacturés, le processus de remplacement devra se porter vers des activités de production toujours plus difficiles et complexes. La Colombie a presque épuisé les remplacements faciles d'articles manufacturés de consommation et il convient qu'elle passe en premier lieu au remplacement des matières premières et des demi-produits et, ultérieurement, à celui des biens de capital, politique pour laquelle elle dispose d'une industrie sidérurgique dont les perspectives sont encourageantes.

En second lieu, les conclusions relatives à l'agriculture, et notamment à la coordination entre son développement et celui de l'industrie et d'autres activités. Il a été procédé à une estimation de l'effort qu'il faudra accomplir dans le domaine agricole, de l'augmentation de productivité qu'il faudra obtenir et des possibilités de la réaliser, si l'on ne veut pas que l'agriculture colombienne soit en retard sur les autres activités nationales dans les diverses hypothèses d'accroissement qui ont été envisagées. On a conclu aussi que la Colombie serait en mesure de fournir cet effort d'expansion avec la même population active que celle qui se livre actuellement aux travaux agricoles, ce qui lui permettra d'orienter vers l'industrie et les services toute l'augmentation de sa population de travailleurs.

En troisième lieu, les projections contenues dans le rapport au sujet de l'accroissement permettraient de déterminer l'ampleur que devront revêtir les programmes spéciaux d'investissement, en particulier dans l'énergie et les transports.

Il est évident qu'un travail général de projection ne peut fournir des chiffres exacts au sujet des nécessités d'investissement, chiffres qui ne peuvent être déterminés que sur la base d'un ensemble complet de projections. Par contre, il est possible d'obtenir une première approximation en ce qui concerne l'importance du capital nécessaire selon les divers degrés possibles d'accroissement de l'économie et la mesure dans laquelle il conviendra d'avoir recours aux capitaux étrangers pour parvenir à des coefficients déterminés d'investissement.

Je ne crois pas que la discussion de ce rapport préliminaire sur le développement de l'économie colombienne ait été épuisée au cours des réunions que j'ai mentionnées plus haut. Le temps est limité et la matière est trop importante, mais j'estime que nous sommes déjà en mesure de le reviser et d'éliminer la plus grande partie de ses obscurités et de ses défauts.

IX

Il convient de souligner l'absence de débats théoriques dans la discussion qui a eu lieu. On a pu étudier le remplacement des importations sans soulever la polémique traditionnelle sur l'industrialisation, polémique peut-être usée dans ce pays. Ce fait est d'autant plus

significatif que quelques années seulement se sont écoulées depuis que, dans un rapport établi par des spécialistes internationaux, la création d'une industrie sidérurgique était combattue parce que ses prix de revient seraient supérieurs aux prix d'importation. Cette considération ne peut être le critère déterminant. La politique de remplacement doit s'inspirer d'une autre conception économique. Etant donné un besoin déterminé de remplacer les importations, quelles sont les activités de remplacement qui augmentent le plus le revenu du pays lorsque l'on dirige vers elles l'accroissement de la population active et la main-d'œuvre qu'il est possible d'enlever à l'agriculture à mesure qu'augmente sa productivité? A notre avis, lorsque l'industrie sidérurgique de Paz de Rio aura atteint un plus grand développement, on ne pourra la considérer comme anti-économique que si l'on peut établir qu'il existerait d'autres activités de remplacement des importations qui pourraient donner un produit supérieur à égalité de capital investi, même si son prix de revient est supérieur à celui des importations. Tel ne paraît pas être le cas, si l'on envisage cette question avec un certain recul, pour cette raison même que le pays devra procéder à des remplacements complexes de quelques biens d'investissement, comme je viens de l'expliquer.

A ce sujet, j'espère que l'enquête à laquelle nous procédons sur les industries mécaniques et métallurgiques de l'Amérique latine et sur leurs perspectives de développement dans quelques pays, notamment en Colombie, sera utile à ce pays. Cette étude nous a été demandée à la cinquième session. Elle fera l'objet d'une nouvelle réunion d'experts qui se tiendra au Brésil, à Sao-Paulo, en 1956, suivant les mêmes principes que celle que nous avons tenue, à la fin de 1954 à Buenos-Aires et qui a porté sur le papier et la pâte à papier. Dans ces deux réunions, comme dans d'autres tenues antérieurement, nous avons compté sur le précieux concours de l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies.

Il ne faut pas déduire du fait que nous nous sommes plu à souligner dans notre exposé les problèmes pratiques du développement, que les économistes de la CÉPAL aient perdu de vue cette recherche du progrès théorique qui a vivifié nos travaux depuis l'origine. Bien au contraire, nous poursuivons énergiquement la tâche qui nous incombe d'élaborer des théories du développement qui, en tenant compte des faits, puissent guider de façon intelligente l'action pratique et agir sur les faits eux-mêmes, grâce à une conception rationnelle et systématique de la politique économique.

X

De même, nous avons appliqué la méthode des projections dans le premier exposé d'ensemble du problème de l'énergie qui est soumis à la Commission. Il y avait, dans ce domaine, une lacune regrettable dans nos travaux de ce rapport commence à la combler. Nous manquons également d'études suffisantes sur les transports et j'espère que les premiers rapports sur cette question seront prêts avant la septième session. En ce qui concerne le problème de l'énergie, les projections nous ont permis de nous faire une première idée — encore un peu fruste — de l'accroissement de la demande en Amérique latine pendant les prochaines années, et des possibilités d'y faire face. A cette fin, on a étudié les sources connues d'énergie et on a évalué le capital nécessaire pour porter remède au déficit actuel d'approvisionnement et parer à la demande future. Ce

rapport, en exposant les divers aspects du problème de l'énergie, pourrait, si la Commission le juge utile, constituer le point de départ de nouvelles études et, éventuellement, de réunions d'experts destinées à éclairer certaines questions particulières, avec la collaboration du Bureau de l'assistance technique que représentent ici mes éminents collègues, M.M. Martínez Cabañas et Goldschmidt. Au nombre de ces questions, il suffira de citer celle du gaspillage d'énergie, question qui semble se poser en Amérique latine avec une ampleur préoccupante. La consommation d'énergie représente à peine 3 à 4 pour 100 du prix de revient de la production industrielle, et, par conséquent, il n'y a guère d'intérêt à la réduire; mais elle représente une charge si importante dans les comptes extérieurs d'une grande partie des pays latino-américains que je n'hésite pas à placer cette question au premier rang des problèmes de productivité en Amérique latine. De même, à mon avis, il convient d'accorder une priorité à l'étude du recensement des ressources hydrauliques, qui s'impose si l'on entend organiser, en pleine connaissance de tous les facteurs, une utilisation intégrale et coordonnée de cette ressource fondamentale.

XI

Dans le rapport qui nous occupe, un chapitre spécial est consacré à l'énergie atomique, dans la mesure où il était possible de connaître cette question avant la conférence mémorable que les Nations Unies ont organisée récemment à Genève. Le Secrétaire général nous a exposé hier l'importance considérable de cette question pour les pays en voie de développement. Les résultats des recherches consacrées aux utilisations de l'énergie à des fins pacifiques, qu'elles aient été effectuées par des laboratoires officiels ou par des centres scientifiques, seront mises à la disposition des pays qui désirent en faire usage. Ils ne resteront pas uniquement entre les mains des pays d'origine pour que ceux-ci aient le monopole de grands avantages économiques. Bien plus, les Etats-Unis, faisant preuve d'un sens remarquable de l'avenir, ont commencé à offrir une assistance technique à quelques pays latino-américains, et ont convenu de mesures en vue de l'utilisation de l'énergie atomique. Il en est de même du Royaume-Uni dans sa déclaration relative à l'énergie atomique. Par conséquent, il semble que les procédés d'emploi pacifique de l'énergie atomique et les nombreuses utilisations dérivées de la fission nucléaire seront accessibles aux états et aux entreprises de l'Amérique latine et que, selon les circonstances particulières à chaque pays, les uns ou les autres — ou les deux à la fois — pourront les employer dans la pratique. Déjà, aux Etats-Unis, l'initiative privée se prépare à produire du courant électrique avec du combustible atomique dans des villes comme New-York. Il n'y a pas d'obstacle essentiel à ce que les entreprises latino-américaines — si elles bénéficient de l'aide de capitaux internationaux — ne puissent s'attaquer à ce problème avec la même résolution dans les pays où le prix et la pénurie des combustibles classiques permettent l'exploitation économique des combustibles atomiques. Il ne s'agit pas là, sans doute, d'un problème immédiat. Quelques années devront s'écouler avant que nous en connaissions mieux les divers aspects techniques et économiques. Mais il convient de se préparer en temps voulu et de profiter des possibilités de formation technique qui commencent à être offertes si généreusement aux pays en voie de développement. Le Secrétariat des Nations Unies pourrait à cet égard fournir une collaboration utile.

XII

Nous nous trouvons donc à une étape extrêmement importante d'un processus de grande ampleur: le transfert des techniques de production modernes, mises au point dans les centres les plus avancés, à la périphérie de l'économie mondiale, ou une partie considérable de la population du globe travaille dans des conditions de productivité très faible. La certitude que les réalisations dues à l'activité économique privée sur le plan international étaient très loin de suffire aux besoins de ce processus a amené les Nations Unies et les Etats-Unis à organiser leurs services d'assistance technique aux pays économiquement sous-développés. A vrai dire, les Etats-Unis ont déjà résolu le problème avec une efficacité sans pareille sur leur propre territoire. Ils ont compris depuis longtemps que les agriculteurs ne pouvaient effectuer eux-mêmes les recherches techniques qui les intéressent, comme font les grandes entreprises industrielles, et ils se sont chargés pour eux de cette tâche. Un véritable mouvement de socialisation de la technique agricole s'est produit; les procédés nouveaux, étudiés dans les centres scientifiques publics ou privés, ont été divulgués à quiconque voulait les utiliser et se sont trouvés mis au service de l'initiative individuelle.

Le problème urgent qui concerne l'accroissement de la productivité en Amérique latine se pose à peu près dans les mêmes termes, mais se présente dans un contexte plus complexe et plus hétérogène. Au même titre que les recherches techniques pour l'agriculture, apparaît indispensable un vaste effort concerté en vue de permettre à l'industrie et aux autres branches d'activités de s'adapter à la technique de production moderne et de l'assimiler à un rythme beaucoup plus rapide que tel n'a été le cas jusqu'à présent. La tâche à accomplir est complexe à tous égards. On se trouve indubitablement aux premiers stades expérimentaux, tant à cause de la modicité des ressources mises en œuvre, que du fait qu'on cherche encore avec acharnement à déterminer les principales directions à suivre.

Les savants soviétiques parlent d'ores et déjà d'utiliser les radiations atomiques pour stimuler la fertilité du sol. Une grande partie de l'Amérique latine, toutefois, n'a pas encore traversé la phase initiale d'emploi d'engrais simples pour rendre à la terre la fertilité perdue ou, ce qui est plus grave, les méthodes propres à prévenir l'érosion ne s'y sont pas répandues, sinon dans une mesure très modeste; le processus connu de détérioration du sol se poursuit inexorablement. Nous allons donc nous voir proposer de nouvelles techniques alors que nous n'avons pas encore pu en assimiler d'autres qui se trouvent à notre disposition depuis bien longtemps.

XIII

C'est un problème de proportions gigantesques que celui qui se pose. Il ne suffit pas de noter combien peu on fait au regard des nécessités de l'heure. Il faut aussi prévoir les exigences inévitables de l'avenir. Voici quelques jours, parlant sur le même sujet devant le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies à Genève, j'ai cité quelques chiffres qui, en dépit de leur caractère conjectural, donnent une idée impressionnante de l'ampleur du problème d'assimilation de la technique. Au cours du prochain quart de siècle, la population active de l'Amérique latine augmentera de quelque 50 millions de personnes et dépassera ainsi celle des Etats-Unis. Cette population ne s'emploiera pas aux mêmes activités qu'aujourd'hui. Il

se produira fatalement de profondes modifications de structure dont nos rapports ont fréquemment indiqué le sens et le caractère. La formation technique de cette masse considérable de personnes qui va avoir accès à la vie active pose un problème formidable. Je ne crois pas que dans nos pays on se soit encore formé — hormis quelques exceptions isolées — une idée claire et nette de sa signification et de son ampleur. Il existe en général une disparité accusée entre les efforts de formation technique — à tous les niveaux — et les nécessités effectives du développement économique. En règle habituelle, on fait très peu, et le peu qui se fait n'est pas toujours convenablement axé vers l'avenir. A cela s'ajoute un autre motif grave de préoccupation. En effet, à l'augmentation de 50 millions de personnes de la population active correspondra un accroissement total de la population qui pourra fort bien, au cours du prochain quart de siècle, porter celle-ci à 275 millions de personnes environ. Quel sera l'accroissement de la demande de produits alimentaires pour cette population et de la demande de matières premières pour une industrie qui devra se développer dans une mesure considérable? Il sera certainement énorme. J'espère que nous pourrons, à la prochaine session, donner quelques indications sur ce point. En attendant, il n'est pas téméraire d'affirmer qu'on ne donne pas aux recherches techniques en matière d'agriculture une impulsion suffisante pour qu'on puisse tirer du sol latino-américain dans les années à venir des ressources quelque peu supérieures à celles qu'on en a obtenues au cours du dernier quart de siècle et qui ont à peine permis d'améliorer le régime alimentaire des grandes masses de la population. De même, cette impulsion apparaît insuffisante pour pouvoir faire face, sans danger de graves restrictions, à l'augmentation sensible de la population qui s'annonce et qui continuera d'être régie par des taux démographiques qui pourraient se maintenir pendant encore quelques dizaines d'années, à en juger par l'histoire des pays les plus avancés.

XIV

Sur la nécessité urgente d'accélérer le progrès technique de l'agriculture, nous sommes entièrement d'accord avec la FAO. Nos vues ont été exposées dans un rapport commun sur l'accroissement sélectif de la production agricole en Amérique latine et ses relations avec le développement économique, rapport dont la Commission est saisie. Abstraction faite de sa teneur, ce document constitue une preuve manifeste des relations étroites de coopération qui existent entre les deux organismes. C'est pourquoi, je me plais à signaler la présence dans cette enceinte de M. Boerma, Directeur de la Division économique de la FAO. Il a, ainsi que M. Saco, ingénieur chargé de la direction du Programme commun FAO/CEPAL de Santiago, prêté un concours inestimable aux travaux du Comité agricole.

XV

Je dois également dire combien je suis heureux de la présence ici de M. Royer, Sous-Directeur du GATT. C'est la première fois que nous voyons siéger parmi nous un représentant aussi qualifié de cette institution internationale. M. Royer pourra nous éclairer sur plusieurs aspects des questions relatives au GATT qui sont posées dans les chapitres consacrés à ce sujet de notre deuxième rapport sur les échanges entre pays de l'Amérique latine.

Dans ce deuxième rapport, qui nous a été demandé à la session de Rio, outre un examen plus poussé de ces échanges et des possibilités existant à cet égard, se trouve une étude critique, qui reste encore préliminaire, mais n'en apparaît pas moins suggestive, des graves obstacles auxquels se heurte dans le domaine des transports maritimes, le développement du commerce latino-américain.

Je crois que tout cela nous rapproche d'une action positive et laisse espérer que notre rapport constituera un élément utile pour les délibérations sur le commerce international.

Nous avons insisté sur le fait qu'une politique de remplacement des importations devait se combiner à des mesures tendant à faciliter les échanges entre les pays latino-américains. Les accords conclus à ce sujet au cours des dernières années sont encourageants; il faut espérer que cette expérience initiale servira à étendre le champ des échanges et à évoluer progressivement vers un système multilatéral. C'est là, du reste, l'un des objectifs principaux que se propose le Comité de coopération économique de l'Amérique centrale, dont le Secrétaire général a parlé hier en termes extrêmement encourageants et dont le rapport sur ses travaux est soumis à l'examen des délégations.

C'est, enfin, un grand plaisir pour moi que de saluer l'éminent Président du Conseil économique et social interaméricain et les distingués fonctionnaires qui l'entourent. Leur présence parmi nous contribuera à renforcer les liens de coopération et d'entente mutuelle qui unissent les deux organisations et que la récente conférence de Rio-de-Janeiro a fait ressortir sans équivoque possible.

XVI

Si je tentais d'approfondir ces questions si importantes, je risquerais de m'étendre outre mesure et de lasser la patience que m'ont montrée les membres de la Commission et dont je leur suis très reconnaissant. Je veux prévenir à temps le danger et terminer mon exposé. Cependant, je ne serais pas digne de la confiance que me marque cet éminent organisme international si je n'exprimais ici une fois de plus une préoccupation obsédante. Je me demande si, absorbée par ces problèmes immédiats que j'ai signalés au début, par ces situations critiques qui réclament des mesures d'urgence, l'attention ne s'écarte pas trop des problèmes fondamentaux du développement dont la solution, pour être œuvre de longue haleine, n'en doit pas moins être cherchée sans délai.

Il y a des problèmes actuels que nous ne pourrions plus résoudre comme ils auraient pu l'être. Les fautes et les erreurs ont des conséquences irrévocables. Il importe d'éviter que la même situation se rencontre pour les problèmes futurs. Il convient de les prévoir dès à présent, puisqu'ils existent d'ores et déjà en germe. Et c'est sur cette prévision que devra se fonder la politique de développement. Non qu'il faille dans nos rapports nous désintéresser des problèmes immédiats; il est nécessaire, au contraire, de leur accorder une grande attention, non seulement pour leur apporter des solutions, mais encore pour maintenir par leur intermédiaire le contact indispensable avec les réalités telles qu'elles sont, et non telles que nous voudrions qu'elles fussent, pour conférer, en fin de compte, un caractère accusé de réalisme à l'analyse des problèmes du développement.

Nous nous sommes efforcés d'accomplir notre tâche dans un esprit scientifique et aussi avec une foi sincère.

L'Amérique latine lutte pour surmonter des inhibitions complexes, pour dépasser des structures périmées qui étouffent dangereusement ses impulsions vitales. C'est pourquoi il y a quelque chose de plus dans notre œuvre qu'une tentative froide et objective pour connaître les conditions qui règnent dans ces pays. Il y a aussi quelque chose de plus dans l'activité des économistes de la CEPAL qu'un effort d'ordre purement technique. Dans nos recherches, dans notre action pratique qui tend à répondre au redoutable défi de la technique contemporaine, nous obéissons au désir profond de contribuer par nos efforts à implanter dans ce vaste sol de la culture hispanique des formes supérieures de vie économique et d'existence sociale. Ce violent désir,

nous ne pourrions le satisfaire que si, à ce tournant historique de la vie latino-américaine, nous parvenons à prendre en des mains résolues le contrôle des forces puissantes qui régissent l'économie, et si nous apprenons à les manier avec une intelligence méthodique et une claire vision de l'avenir, en nous refusant aux improvisations séduisantes, apanage des utopistes imprudents. Comme nous l'a dit hier soir notre éminent ami, M. del Pedregal, que je remercie de tout cœur de ses nobles paroles, nous devons agir aussi avec audace ; je préciserai : avec cette audace réfléchie, cette persévérance empreinte d'abnégation dans les desseins sans lesquelles les grandes entreprises de la vie collective échouent irrémédiablement.